

Présentation d'un pays

Panama

Marcos CUEVA-PERUS

D'après les Traités Torrijos-Carter (1977), le Panama devra jouir, le 31 décembre 1999, d'une pleine souveraineté sur le Canal qui porte son nom, de même que sur les terres adjacentes et les installations qu'elles comprennent, destinées auparavant à de nombreuses bases militaires et que les Etats-Unis ont contrôlés pendant près d'un siècle.

La fin du XX^{ème} siècle apporte encore des surprises à ce pays situé au carrefour de l'Amérique Centrale, l'Amérique du Sud et les Caraïbes. Alors que les « héritiers » du général Omar Torrijos, qui avait obtenu la signature des Traités, comptaient sur le fils de celui-ci pour gagner les élections présidentielles de mai 1999, c'est Madame Mireya Moscoso, veuve d'Arnulfo Arias, qui les a remportées. Arias, trois fois président du Panama, admirateur de Mussolini, de Hitler puis de Ronald Reagan, et longtemps exilé à Miami, était l'ennemi juré de Torrijos. Par ailleurs, et bien que ce ne fût qu'une hypothèse, il ne manquait plus qu'une montée en flèche aux Etats-Unis de M. George Bush Jr., fils du président qui avait donné en 1989 l'ordre d'envahir le Panama : cette intervention, sous prétexte d'arrêter le « narcodictateur » Manuel Antonio Noriega, fit au moins deux mille morts, donc bien plus que les cinq morts attribués à la « dictature » du pays latino-américain, et permit par ailleurs à Washington d'essayer des armes (chimiques et autres) qui allaient servir plus tard en Irak ou dans les Balkans.

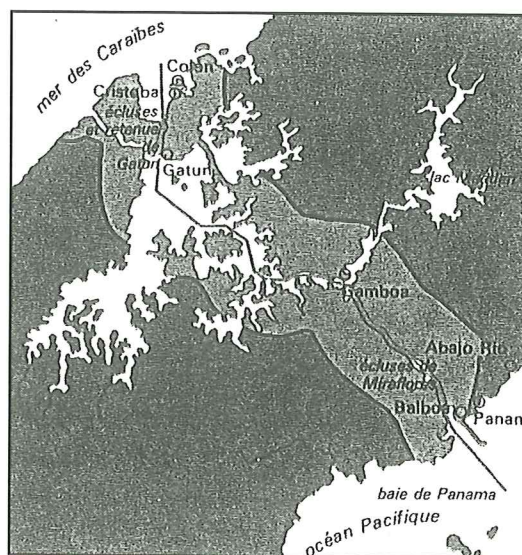
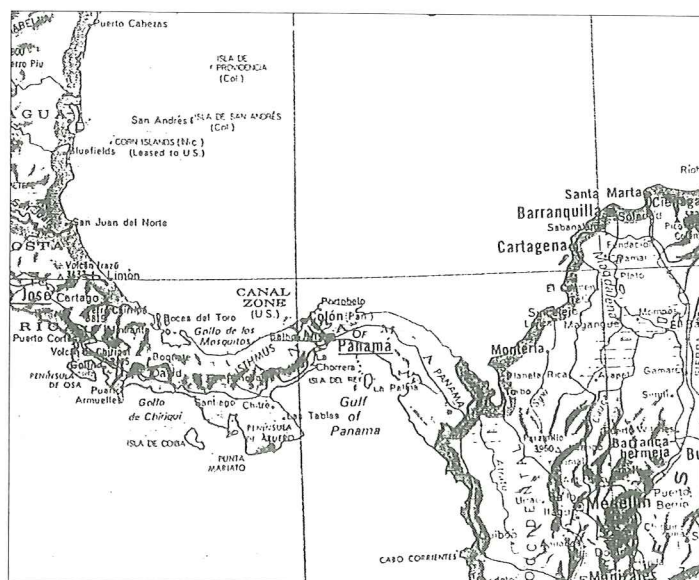
A l'époque coloniale, le Panama était le point de passage de l'or extrait des mines des Andes et qui allait à destination de la métropole espagnole. La piraterie anglaise, qui a mis le feu à la ville de Panama (Morgan) et rendait difficile le

passage des bateaux espagnols par les Caraïbes, a contribué à la ruine panaméenne. Au XIX^{ème} siècle, très mal intégré à la Colombie naissante, le Panama ne cessa pas de lui réclamer plus d'autonomie : à la suite de la sanglante « Guerre des Mil Jours » en territoire colombien, le Panama décida de se séparer en 1903, non sans l'appui des Etats-Unis qui venaient d'acheter à François Buneau-Varilla (après l'échec de Ferdinand de Lesseps) le droit de construire le Canal qui, finalement, allait être inauguré en 1914.

Le Panama apparaît, avec le Costa Rica voisin, comme l'un des pays les moins démunis de l'Amérique Centrale et des Caraïbes, voire même de l'ensemble du sous-continent latino-américain. Le Panama se retrouve au 43^{ème} rang mondial de l'Indice de Développement Humain (0,864), derrière l'Argentine, le Costa Rica, l'Uruguay et le Chili, mais loin devant le Honduras, le Salvador, le Guatemala, Haïti ou la République Dominicaine.

Outre les descendants des espagnols, la population panaméenne, très métissée, se compose d'influences diverses, qui comprennent des noirs d'origine antillaise (anglophones surtout) venus travailler dès l'époque de F. de Lesseps sur les chantiers du Canal, des chinois et des hindous très actifs dans le commerce, des juifs, des arabes, des grecs, des italiens ou encore des agriculteurs d'origine slave. Trois communautés indigènes s'y ajoutent : les kunas, renommés pour leur artisanat (textiles) et qui ont joui pendant longtemps d'une forte autonomie (îles de San Blas, nord-est), les ngobe acculés dans les montagnes (ouest) par les propriétaires fonciers (ces montagnes contenant, d'après des découvertes récentes, des ressources minières non négligeables, notamment de cuivre), et les chocóes-emberás à la frontière colombienne.

Trois espaces se distinguent au Panama. Le sud-ouest agricole, le « Panama profond », relève d'une diversité relative de cultures (riz, canne à sucre, café, tomates, agrumes, élevage), mais l'ouverture d'un marché qui avait été protégé et les problèmes écologiques (érosion, notamment dans la péninsule d'Azuero) rendent l'avenir difficile. Un deuxième espace comprend la côte caraïbe ouest, où se trouve l'enclave bananière de Bocas del Toro, contrôlée par une FTN



La zone du canal de Panama

Données générales			
<i>Population</i>		2 722 000 habitants	
<i>Langue</i>		espagnol, l'anglais est assez courant et les indigènes parlent leurs langues	
Economie		Démographie	
<i>Monnaie</i>	théoriquement, le balboa (= 5,94 FF), de fait le dollar US	<i>Analphabétisme (%)</i>	8,6 hommes ; 9,8 femmes
<i>Dette extérieure</i> (en millions de dollars)	6 990	<i>Espérance de vie</i>	74,1 ans
		<i>Indice de fécondité</i>	2,6
<i>IDH</i>	0,864	<i>Mortalité infantile</i>	21 ‰

source de ces indicateurs et de ceux du texte : *L'Etat du Monde 1999*, La Découverte, Paris.

américaine et isolée du reste du pays (le gouvernement cherche à développer le potentiel hydro-électrique de Bocas del Toro), et le Darien, la jungle à la frontière colombienne où sévit le trafic de drogue. Finalement, la « zone de transit » comprend le Canal et les terres adjacentes, l'axe Panama City-Colón qui regroupe la majorité de la population urbaine du pays, les terminus portuaires dont la modernisation a été confiée à des entreprises de Taiwan et de Hong Kong (Chine Populaire), la zone franche de Colón (un énorme duty free), l'offre de pavillons de complaisances et de paper companies (dont la spécialité est d'aider des entreprises du monde entier dans l'évasion fiscale), et le Centre Financier International qui est un paradis fiscal. Pour le groupe compradore qui gouverne le pays, cette « zone de transit » se confond avec une Cité-Etat coupée du reste du pays, et dont on voudrait faire un « Singapour ».

Le Canal qui dessert surtout la côte est des USA et le Pacifique asiatique (Japon, encore que la Chine pourrait acquérir un rôle non négligeable) nécessite une modernisation qui lui permettrait de faire face aux innovations technologiques du transport maritime et à la concurrence... d'une trentaine de routes alternatives, les unes déjà existantes (aux USA), les autres en projet (Tehuantepec au Mexique, Nicaragua, Costa Rica, Colombie...). Pendant les années 80, alors qu'ils investissaient massivement au Panama, les japonais proposaient leurs propres projets de modernisation du Canal, mais l'invasion de 1989 semble les en avoir « dissuadés ». Malgré tout, l'orientation du commerce extérieur panaméen reste exceptionnelle comparée à tous les autres pays du sous-continent : le Japon demeure le principal fournisseur, suivi de la Corée du Sud, et il est le principal client derrière l'UE.

A la faveur d'une dette extérieure par habitant des plus élevées du sous-continent latino-américain, les programmes d'ajustement structurel (BM, FMI) ont contribué à démanteler dès le début des années 80 les bribes d'économie nationale que le « torrijismo » (populisme de gauche) avait essayé de construire (années 70), y compris dans l'industrie obligée maintenant à se convertir en « maquiladoras » (zones franches d'exporta-

tion industrielle), alors qu'il y en a déjà trop dans toute l'Amérique Centrale.

Les activités nationales ont du mal à survivre et le groupe compradore se demande comment et à qui vendre ou louer le patrimoine reçu des américains, tandis que ceux-ci continuent à chercher des prétextes pour maintenir ne serait-ce qu'une présence militaire minime. Entre-temps, on aura vu une partie de Panama City se convertir en un « petit Miami » où se multiplient scandaleusement les gratte-ciel et le fléau de la « richesse extrême » : en fait, après l'invasion de 1989 et l'abolition des forces armées panaméennes, le trafic de drogue et le blanchiment de narco-dollars n'ont fait que croître, si bien que les propres « autorités » installées par Washington y participaient. Dans ce pays qui a séduit Graham Greene et récemment John Le Carré, qui a reçu aussi bien des exilés sud-américains que le Shah d'Iran déchu ou le putschiste haïtien Raoul Cédras, ou encore qui trafique des armes en direction des Balkans, Morgan continue de rôder et c'est sûrement pour cause de « lutte contre le trafic de drogue » que les américains aimeraient conserver quelques « droits »...